

N° 6139

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2009-2010

PROJET DE LOI

**portant fusion des communes d'Esch-sur-Sûre,
de Heiderscheid et de Neunhausen**

* * *

*(Dépôt: le 20.5.2010)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (12.5.2010).....	1
2) Exposé des motifs	2
3) Texte du projet de loi.....	3
4) Commentaire des articles	6
5) Fiche financière	12
6) Annexes	13

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen.

Château de Berg, le 12 mai 2010

*Le Ministre de l'Intérieur et
à la Grande Région,*
Jean-Marie HALSDORF

HENRI

*

EXPOSE DES MOTIFS

Les communes d'Esch-sur-Sûre et de Heiderscheid ont créé en 2000 un syndicat intercommunal pour la création, l'entretien et le fonctionnement d'un centre scolaire intercommunal à Heiderscheid. Elles ont continuellement renforcé leur collaboration, notamment dans les domaines de l'enseignement musical, de l'éducation précoce et des structures d'accueil pour enfants. Forts de l'expérience satisfaisante acquise au fil des années et persuadés de la nécessité de fusionner afin de constituer une commune dotée des ressources humaines et financières indispensables pour faire face au développement futur des missions communales, les conseils communaux des deux communes déclaraient leur intention de fusionner par des délibérations concordantes du 11 octobre 2006. La commune de Neunhausen était elle aussi convaincue de la nécessité de fusionner les petites communes afin de faire face au mieux aux besoins de la population locale et de conserver effectivement l'autonomie qui lui est reconnue par la Constitution de 1868. Vu qu'elle était engagée dans une collaboration aussi bien avec la commune d'Esch-sur-Sûre, notamment en ce qui concerne le personnel administratif des communes, et avec la commune de Rambrouch dans le domaine de l'enseignement préscolaire et primaire il s'agissait de choisir une commune partenaire pour une fusion. Considérant le résultat d'une consultation populaire organisée à ce sujet en novembre 2007, le conseil communal de la commune de Neunhausen a choisi de négocier une fusion avec les communes d'Esch-sur-Sûre et de Heiderscheid.

Le ministre de l'Intérieur a présenté le projet de fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen au Conseil de Gouvernement le 9 avril 2010. Le Gouvernement est conscient que les investissements à effectuer et les dépenses à assumer par les petites communes dépassent de plus en plus leurs capacités financières et qu'une fusion entre plusieurs entités locales constitue une solution optimale pour parer à un endettement croissant. Le Conseil de Gouvernement est favorable au principe de la fusion volontaire de communes de taille réduite et souligne le courage politique des responsables communaux qui prennent une telle initiative. Les prochaines élections communales auront lieu en octobre 2011. La fusion est censée devenir effective à la fin de l'année 2011 selon le moment de l'entrée en fonction du nouveau conseil communal, sinon le 1er janvier 2012 au plus tard.

Etant donné que les fusions qui se sont faites sur le plan communal au cours des années 1970 ont été accompagnées financièrement par le Gouvernement, le Conseil de Gouvernement est favorable à un accompagnement similaire de toute fusion de communes à réaliser. Tenant compte d'une actualisation du montant accordé fin des années 1970, il estime que la subvention pourrait s'établir à 2.500 euros par habitant, une somme dont le paiement s'échelonne sur plusieurs exercices.

Par la suite le programme des investissements à réaliser dans le cadre de la fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen fut encore présenté au ministre des Travaux publics, au ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, au ministre du Logement et à la secrétaire d'Etat à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche qui marquèrent leur accord à un traitement rapide et favorable de certains projets inhérents à la fusion.

Par leurs délibérations respectives des 9, 10 et 12 mars 2009 les conseils communaux d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen ont adopté un document de présentation du projet de fusion. Ils ont communiqué ce document aux habitants le 17 avril 2009.

Le 4 mai 2009 eut lieu une réunion d'information sur le projet de fusion à Heiderscheid organisée par les trois communes. Le ministre de l'Intérieur a participé à cette réunion pour expliquer les avantages d'une fusion et confirmer l'appui du Gouvernement.

Conformément à l'article 5 de la Charte européenne de l'autonomie locale du 15 octobre 1985, ratifiée par la loi du 18 mars 1987, qui prévoit que „pour toute modification des limites territoriales locales, les collectivités locales concernées doivent être consultées préalablement, éventuellement par voie de référendum là où la loi le permet“, les conseils communaux d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen ont organisé le 7 juin 2009 un référendum pour permettre à la population de se prononcer sur une fusion des trois communes. Le résultat de ce référendum était positif et les autorités communales des trois communes ont continué les travaux préparatoires à la fusion.

Se basant sur le résultat favorable du référendum, les conseils communaux des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen se sont prononcés à titre définitif en faveur de la fusion des trois collectivités locales et ont donné subséquemment leur accord à une convention à passer avec l'Etat en vue de la fusion par leurs délibérations concordantes respectives des 15 juillet, 5 août et

30 novembre 2009. La convention relative à la fusion fut par la suite signée par les membres concernés du Gouvernement en date du 16 avril 2010.

Le présent projet de loi consacre la volonté de réaliser la fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen en une nouvelle commune dénommée Esch-sur-Sûre, conformément à l'article 2 de la Constitution et à l'article 2 de la loi communale.

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1er. Les communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen sont fusionnées en une nouvelle commune dénommée „Commune d'Esch-sur-Sûre“.

Art. 2. Le siège de la nouvelle commune est fixé à Eschdorf.

Art. 3. Le collège des bourgmestre et échevins de la nouvelle commune comprend un bourgmestre et trois échevins. Le nombre des échevins sera ramené à deux après le renouvellement intégral des conseils communaux de 2017.

Art. 4. (1) Le conseil communal de la nouvelle commune se compose de treize conseillers. Le nombre de conseillers sera mis en concordance avec le nombre de conseillers prévu par la loi électorale lors du renouvellement intégral des conseils communaux de 2017.

(2) Le premier conseil de la commune d'Esch-sur-Sûre sera élu lors des élections communales ordinaires qui auront lieu le 9 octobre 2011 conformément aux dispositions de l'article 13 ci-après.

Art. 5. Les règlements communaux qui existent dans les communes au jour de la fusion sont maintenus en vigueur pour le territoire pour lequel ils ont été édictés jusqu'à leur remplacement par des règlements communs.

Art. 6. (1) Les fonctionnaires, employés communaux, employés privés et ouvriers des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen ainsi que les fonctionnaires, employés communaux, employés privés et ouvriers du syndicat intercommunal pour la création, l'entretien et le fonctionnement d'un centre scolaire intercommunal à Heiderscheid sont pris en charge par la nouvelle commune.

(2) Ils continuent d'être soumis aux dispositions de leurs statuts et contrats et d'être rémunérés dans les mêmes conditions que s'ils étaient dans leur commune ou dans leur syndicat d'origine. Ils conservent dans la nouvelle commune leurs droits acquis et l'ensemble des avantages dont ils bénéficiaient et notamment les mêmes possibilités d'avancement, d'échelons et de grades, de durée de carrière ainsi que les mêmes modalités de rémunération que dans leur commune ou dans leur syndicat d'origine.

Art. 7. La nouvelle commune succède à tous les biens, droits, charges et obligations des communes fusionnées et du syndicat intercommunal pour la création, l'entretien et le fonctionnement d'un centre scolaire intercommunal à Heiderscheid. Ce syndicat sera dissous conformément aux dispositions de la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes.

Art. 8. La nouvelle commune sera regroupée dans l'office social commun dans lequel les communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen seront regroupées en vertu du règlement grand-ducal prévu à l'article 6 paragraphe (7) de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale.

Art. 9. (1) La nouvelle commune bénéficie d'une aide spéciale de l'Etat s'élevant à 2.500 euros par habitant de la nouvelle commune. Le nombre d'habitants à considérer est celui qui existe le 1er janvier 2012.

(2) Cette aide est destinée prioritairement à contribuer au financement des projets suivants:
– la transformation et l'agrandissement de la mairie et de la salle des fêtes situées à Eschdorf;

- la construction d'un centre culturel dans le cadre du centre d'accueil du Lac de la Haute-Sûre à Insenborn („Séizenter Ensber“);
- l'aménagement d'un parking public couvert à Esch-sur-Sûre;
- l'exécution de travaux d'infrastructure et de mise en état de la voirie vicinale.

(3) L'aide spéciale prévue au paragraphe (1) est liquidée par tranches au cours d'une période de dix ans à partir du 1er janvier 2012, ceci au fur et à mesure de la réalisation des projets énoncés au paragraphe (2). Des avances peuvent être accordées à partir du jour de la publication de la présente loi pour des projets en voie de réalisation, dans la limite des crédits budgétaires disponibles.

(4) Cette aide spéciale s'ajoute aux aides qui sont normalement accordées par l'Etat pour des projets similaires, susceptibles d'être subventionnés sur la base de réglementations concernant les subventions aux communes.

Art. 10. Il est procédé au 1er janvier 2012 à une fixation nouvelle de toutes les propriétés agricoles et forestières de la commune d'Esch-sur-Sûre sans égard aux variations de valeur. Lors de cette fixation nouvelle les propriétés des trois communes fusionnées appartenant à un même propriétaire sont fondues en une seule unité selon les règles actuelles relatives à la détermination de la valeur unitaire.

Art. 11. Lorsqu'une disposition légale ou réglementaire de nature fiscale relative à des communes fait référence à des critères ou valeurs d'années antérieures de ces mêmes communes, la référence vise, s'il s'agit de la commune d'Esch-sur-Sûre, les critères ou valeurs moyens ou globaux des trois communes ayant existé antérieurement.

Art. 12. Sans préjudice des dispositions qui figurent aux articles 3, 4 et 9(3) la présente loi entre en vigueur dès l'entrée en fonction du conseil communal de la nouvelle commune suivant les modalités prévues à l'article 14 de la présente loi et au plus tard le 1er janvier 2012.

En matière d'impôts directs relevant de la compétence de l'Administration des Contributions directes, la présente loi ne sort ses effets qu'à partir du 1er janvier 2012. A défaut de fixation de taux communaux pour la nouvelle commune, les taux en matière d'impôt foncier et d'impôt commercial communal s'élèvent d'office à partir de l'année d'imposition 2012, pour l'ensemble du territoire de la nouvelle commune, aux différents taux les moins élevés arrêtés dans une des communes fusionnées.

Dispositions transitoires

Art. 13. (1) Pendant une période transitoire qui s'étendra sur la période correspondant à un mandat du conseil communal et se terminera à l'occasion des élections communales ordinaires de 2017, la commune d'Esch-sur-Sûre sera composée de trois sections électorales, à savoir la section d'Esch-sur-Sûre formée par le territoire de l'ancienne commune d'Esch-sur-Sûre, la section de Heiderscheid formée par le territoire de l'ancienne commune de Heiderscheid et la section de Neunhausen formée par le territoire de l'ancienne commune de Neunhausen. La section de Heiderscheid sera représentée au conseil communal par sept conseillers, les sections d'Esch-sur-Sûre et de Neunhausen chacune par trois conseillers. A partir des élections communales ordinaires de 2017, les trois sections sont réunies en une seule section électorale.

(2) Pendant la période transitoire visée au paragraphe (1), l'élection du conseil communal de la commune d'Esch-sur Sûre sera organisée conformément aux dispositions de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, sous réserve des règles qui suivent.

1. Pour les besoins de la cause les termes „transfert du domicile d'un membre du conseil communal hors du territoire de la commune“ qui figurent au 1er alinéa de l'article 189 sont remplacés par les termes „transfert du domicile d'un membre du conseil communal hors du territoire de la section de commune“.
2. La condition de résidence de six mois fixée par l'article 192 pour être éligible est remplie en l'occurrence par les personnes qui ont leur résidence habituelle depuis six mois respectivement dans les sections d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid ou de Neunhausen, telles que ces sections sont définies au point (1) ci-dessus.

3. Par dérogation au deuxième alinéa de l'article 207, le bulletin de vote classe séparément et par ordre alphabétique les candidats présentés pour chaque section de commune et indique le nombre des conseillers à élire pour chaque section.
4. A l'article 221 les termes „la commune“ englobent en l'occurrence les sections d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen.
5. L'article 222 est remplacé pour les besoins de la cause par le texte suivant:
„L'attribution des sièges est opérée séparément pour chaque section de commune. Les candidats sont élus suivant les voix obtenues jusqu'à ce que tous les sièges à pourvoir dans chaque section soient occupés.“
6. L'article 223 s'applique séparément à chaque section de commune.

(3) L'élection du premier conseil communal d'Esch-sur-Sûre sera organisée dans les communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen le 9 octobre 2011 conformément aux dispositions de la loi électorale modifiée du 18 février 2003, sous réserve des règles qui suivent.

1. Les communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen qui vont constituer la nouvelle commune d'Esch-sur-Sûre, forment une seule circonscription électorale. Les électeurs des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen concourent ensemble à l'élection du conseil communal d'Esch-sur-Sûre.
2. Le bureau principal de la circonscription défini au point 1. ci-dessus est le premier bureau de vote de la commune de Heiderscheid.
3. Les affichages à la maison communale prévus notamment par les articles 61 et 206 de la loi communale se font aux maisons communales d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen.

Art. 14. (1) Le conseil communal de la commune d'Esch-sur-Sûre entrera en fonction dès que les nominations et les assermentations du bourgmestre et des échevins et les assermentations de la majorité des conseillers auront été opérées.

(2) Les membres des conseils communaux d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen cessent leurs activités dès l'entrée en fonction du conseil communal d'Esch-sur-Sûre. Le conseil communal d'Esch-sur-Sûre, issu des élections du 9 octobre 2011, reprendra dès son entrée en fonction les activités des anciens conseils communaux d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen.

Art. 15. (1) Les deux secrétaires communaux actuellement en fonction dans les communes de Heiderscheid et de Neunhausen sont maintenus dans leurs fonctions dans la nouvelle commune. Le collège des bourgmestre et échevins répartit les tâches légales du secrétaire communal entre les deux secrétaires, sous l'approbation du ministre de l'Intérieur. Les tâches non expressément attribuées à l'un ou à l'autre secrétaire par le collège des bourgmestre et échevins sont assumées par le plus ancien en rang des deux secrétaires.

(2) Le premier poste de secrétaire qui deviendra vacant pour quelque raison que ce soit, sera attribué à une autre carrière du secteur communal par une décision du conseil communal soumise à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

Art. 16. Le conseil communal de la nouvelle commune nomme un receveur communal parmi les receveurs des communes fusionnées.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1er

La localité d'Esch-sur-Sûre constitue le principal point d'attrait touristique de la nouvelle commune. Sa renommée tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'au-delà des frontières n'a pas d'équivalent parmi les autres localités de la commune. Elle est par ailleurs associée dans le langage courant au barrage d'Esch-sur-Sûre, principal réservoir d'eau potable du Grand-Duché de Luxembourg et lieu de villégiature hautement fréquenté. La localité d'Esch-sur-Sûre est dès lors la mieux placée pour représenter la commune vers l'extérieur.

Article 2

Le siège de la nouvelle commune se trouvera à Eschdorf, anciennement siège de la commune de Heiderscheid, en raison de sa situation géographique centrale par rapport aux autres localités de la commune.

Article 3

Par dérogation aux dispositions légales qui fixent le nombre des membres des collèges échevinaux des communes, le collège des bourgmestre et échevins de la nouvelle commune d'Esch-sur-Sûre comportera dans un premier temps un bourgmestre et trois échevins. Cette augmentation se justifie par le travail supplémentaire qui devra être assumé par l'organe chargé de la gestion journalière de la nouvelle commune au début de son existence. De pareilles augmentations du nombre ordinaire des membres des collèges échevinaux ont également été accordées lors de certaines fusions de communes qui ont eu lieu à la fin des années 1970. En l'occurrence, le nombre des échevins de la commune d'Esch-sur-Sûre sera ramené à deux après le renouvellement intégral des conseils communaux de 2017.

Article 4

(1) Une autre dérogation à la loi électorale sera opérée par le fait que le conseil communal de la nouvelle commune d'Esch-sur-Sûre sera composé de treize membres au lieu des neuf membres auxquels il aurait droit d'après la législation en vigueur. Ici encore, la situation normale sera rétablie à la suite des élections communales ordinaires de 2017. La dérogation se justifie également par la situation spéciale résultant de la fusion de trois communes. Des dispositions semblables ont été appliquées lors des fusions de communes opérées à la fin des années 1970.

(2) Le premier conseil communal de la commune d'Esch-sur-Sûre sera élu lors des élections communales ordinaires du 9 octobre 2011.

Article 5

Les règlements communaux en vigueur dans les trois communes fusionnées sont maintenus pour le territoire pour lequel ils ont été édictés jusqu'à leur abrogation par le conseil communal d'Esch-sur-Sûre.

Si les communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen ont déjà harmonisé un certain nombre de règlements taxes et de règlements de police depuis que l'idée de fusionner est devenue concrète, il n'en reste pas moins qu'il va falloir un certain temps pour uniformiser l'ensemble de la réglementation et adapter celle-ci à la nouvelle situation.

Comme il est difficile de déterminer exactement le temps qu'il faudra pour établir la réglementation de la commune d'Esch-sur-Sûre, il a été préféré de ne fixer aucune date limite pour le remplacement des anciens règlements ni d'abroger d'office à une date précise la réglementation existante.

Article 6

L'ensemble du personnel des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen sera repris par la nouvelle commune avec leurs statuts et contrats. De même le personnel occupé par le syndicat intercommunal pour la création, l'entretien et le fonctionnement d'un centre scolaire intercommunal à Heiderscheid sera repris avec leurs contrats par la nouvelle commune. Ces personnes sont maintenues dans les mêmes situations administratives et contractuelles et seront rémunérées aux mêmes conditions que si elles étaient restées dans leur commune d'origine ou auprès du syndicat intercom-

munal. Elles conserveront leurs droits acquis, c'est-à-dire le total des émoluments acquis. Elles bénéficieront des mêmes possibilités d'avancement, de durée de carrière et des mêmes modalités de rémunération que dans leur commune ou syndicat d'origine.

Article 7

La nouvelle commune succédera aux droits et charges des trois communes fusionnées. Cette disposition rend superflu tout inventaire des biens, droits, charges et obligations de chacune des trois communes. Elle souligne par ailleurs le caractère solidaire et indivisible de la nouvelle unité et indique aux yeux des habitants concernés que l'opération de fusion est irréversible.

L'article 7 indique également que la nouvelle commune succédera au syndicat intercommunal qui est propriétaire et gérant de l'école de Heiderscheid. En effet, étant donné que ce syndicat se compose exclusivement des communes d'Esch-sur-Sûre et de Heiderscheid, il n'aura plus de raison d'être après la fusion des deux communes. Sa dissolution se fera en bonne et due forme et dans le respect de la législation qui régit les syndicats de communes.

Article 8

Suite à l'entrée en vigueur de la loi du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale, les communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen seront regroupées dans un office social commun avec d'autres communes à partir du 1er janvier 2011. Il est dans l'intérêt de la nouvelle commune d'Esch-sur-Sûre ainsi que dans celui de l'office social commun que la commune d'Esch-sur-Sûre en fasse partie après la fusion.

Article 9

(1) Dans sa séance du 20 septembre 2002, le Conseil de Gouvernement s'est prononcé en faveur du principe de la fusion volontaire de communes à taille réduite et a souligné le courage politique des responsables communaux qui osent prendre une telle initiative. Le Conseil de Gouvernement a promis d'allouer une subvention de 2.500 euros par habitant aux communes fusionnées. Cet accompagnement financier du Gouvernement est destiné à contribuer au financement de projets faisant partie d'un programme de fusion arrêté par les communes qui se proposent de fusionner et à assurer un bon démarrage à la nouvelle commune. Rappelons que lors des fusions de communes opérées à la fin des années 1970, le Gouvernement avait également accordé des subventions spéciales aux nouvelles communes. Le „Fonds pour la réforme communale“ sera alimenté dans la loi budgétaire par les crédits nécessaires pour financer cette aide spéciale à partir de l'exercice 2012. Ce fonds spécial avait été institué par l'article 19 de la loi du 23 décembre 1972 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1973 dans le but:

- d'inciter les communes à procéder sur la base volontaire aux fusions préconisées par le Gouvernement;
- de réduire les obstacles d'ordre financier auxquels pourront se heurter des fusions, en résolvant, entre autres, le problème des disparités fiscales existant entre les différentes communes intéressées et
- de faciliter la mise en oeuvre de travaux d'équipement s'ensuivant directement et nécessairement d'une fusion de communes.

Par la même occasion il avait été affirmé que „les applications pratiques des moyens d'intervention financière de l'Etat seront bien sûr taillées sur mesure pour chaque cas de fusion individuel selon les divers aspects qui lui seront propres“ (voir Documents parlementaires, session ordinaire 1972-73, No 1623-1, p. 14).

(2) Ce paragraphe définit le programme des projets à réaliser prioritairement dans le cadre de la fusion; ce programme a été arrêté d'un commun accord par les responsables des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen. Au cas où, après la réalisation des quatre projets prioritaires, l'allocation spéciale du Gouvernement n'est pas entièrement consommée, la commune d'Esch-sur-Sûre peut utiliser le montant restant soit pour réduire ses emprunts, soit pour investir dans d'autres projets, conformément aux priorités que les conseils communaux d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen ont fixé dans le document de présentation du projet de fusion arrêté dans leurs séances respectives des 9, 10 et 12 mars 2009.

(3) L'aide prévue sera liquidée au fur et à mesure de la réalisation des travaux et s'échelonnera sur une durée de dix ans à partir du 1er janvier 2012. Etant donné qu'une période plus ou moins longue s'écoulera entre la date de publication de la loi au Mémorial et son entrée en vigueur il est prévu d'accorder aux communes des avances dès le jour de la publication de la présente loi pour des projets en voie de réalisation.

(4) Il est évident qu'à côté de cette aide spéciale la commune d'Esch-sur-Sûre bénéficiera des subsides ordinaires accordés par l'Etat pour les différents projets.

Article 10

Selon l'ordonnance du 17 janvier 1941 (Code fiscal – Vol. 3, tit. 1er §§ 37-39), les unités économiques de la fortune agricole et forestière sont à établir par commune. Cette disposition restreint et élargit à la fois le concept d'unité économique pris au sens usuel du terme, alors qu'une seule exploitation située sur le territoire de trois communes constitue trois unités d'évaluation, mais que, par contre, deux parcelles isolées n'ayant entre elles de commun que leur situation sur le territoire de la même commune sont considérées comme ne formant qu'une seule unité.

Dans ces conditions il serait étonnant que la fusion de trois communes ne pose pas de problèmes en matière d'évaluation unitaire, du moins en ce qui concerne les personnes possédant des propriétés agricoles et forestières dans les trois communes fusionnées.

En principe, les différentes propriétés, qui sont toutes situées sur le territoire de la nouvelle commune fusionnée, doivent être réunies et ne former plus qu'une seule unité économique comportant l'ensemble des éléments situés dans la commune.

A l'instar des lois réglementant les fusions de communes opérées en 1978, il est prévu d'opérer la fusion des valeurs unitaires par le truchement d'une fixation nouvelle de toutes les propriétés agricoles et forestières de la commune d'Esch-sur-Sûre dès le début de l'existence de la nouvelle commune. Or, pour qu'une telle fixation puisse intervenir, il faut que la nouvelle valeur unitaire accuse par rapport à celle fixée en dernier lieu une variation minimale absolue ou relative fixée par le § 22 de la loi d'évaluation.

S'il semble assez évident de considérer comme valeur antérieure le total des valeurs des trois communes, il est permis d'hésiter sur la nécessité de maintenir pour cette seule opération des variations minimales ou si, par contre, il est indiqué de les réduire ou même de les supprimer complètement. Le projet est basé sur cette dernière solution puisqu'il est précisé que les fixations nouvelles ont lieu sans égard aux variations de valeur.

Il est, en effet, préférable de créer pour les débuts de la nouvelle commune une situation nette et complète groupant toutes les propriétés évaluables et l'ensemble de leurs éléments constitutifs. Cette solution s'impose même dans une certaine mesure si l'on veut observer la règle du § 212b AO qui prévoit une communication des bases d'assiette de l'impôt foncier aux communes intéressées.

L'autre modalité est celle de la valeur par hectare à mettre en compte en cas de dispersion de la propriété sur diverses sections cadastrales ou communes. Si une propriété agricole comporte des terres situées dans des sections à valeur par ha différente, l'évaluation ne peut avoir lieu que sur la base d'une seule valeur par ha, à savoir celle relative à la section du siège de l'exploitation ou, lorsque le siège est situé dans une autre commune, celle relative à la section comprenant la fraction la plus importante des terres.

Le projet, en précisant qu'il doit être fait application des règles actuelles relatives à la détermination de la valeur unitaire, se prononce pour la solution qui est à la fois la plus logique, la plus rationnelle et celle qui ne crée pas de précédent dans l'expectative de nouvelles fusions de communes.

Les règles décrites ci-dessus s'appliqueront donc sans délai et sans aucune modification aux sections cadastrales de la nouvelle commune.

L'article 10 envisagé ne comporte aucune disposition relative aux propriétés foncières (immeubles bâtis et non bâtis). Les évaluations de ces propriétés ne seront, sauf situation tout à fait exceptionnelle, en rien touchées par la fusion des trois communes et la constitution de la nouvelle commune d'Esch-sur-Sûre. Les unités économiques de l'espèce ne se composent en général que de la construction principale, de ses annexes éventuelles et du sol.

Article 11

Un article ayant la même teneur se trouve inscrit dans les lois relatives aux fusions de communes opérées en 1978.

Dans certains textes de nature fiscale se trouvent des références à des valeurs ou à des critères d'années antérieures. Lorsque ces valeurs ou critères sont relatifs à des communes, un problème pourrait se poser dans le cas de la nouvelle commune d'Esch-sur-Sûre. En effet, au cours de la première année de son existence la nouvelle commune ne pourra pas faire état de données des années antérieures. Il faudra nécessairement recourir aux données correspondantes des anciennes communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen qui forment la nouvelle commune d'Esch-sur-Sûre.

L'article 11 prévoit cette solution qui n'est guère susceptible de donner lieu à des complications. La disposition vise tous les textes de nature fiscale. Ce terme est à interpréter largement et comprend certaines dispositions marginales, telles que celles des lois budgétaires relatives à la participation des communes aux impôts de l'Etat.

Article 12

La date de l'entrée en vigueur de la nouvelle commune est fixée au 1er janvier 2012. Cependant, à la suite des élections communales qui auront lieu le 9 octobre 2011, le conseil communal qui sera élu à cette occasion entrera en fonction dès le moment où la nomination et l'assermentation du bourgmestre et des échevins ainsi que l'assermentation de la majorité des conseillers auront eu lieu. Cette façon de procéder a pour but de faire débiter l'activité de la nouvelle commune au début d'un exercice, mais de permettre en même temps au conseil communal issu des élections communales de voter lui-même dans les délais prévus par la loi communale le budget pour l'exercice 2012.

La disposition du second alinéa répond à un souci émis par l'Administration des Contributions directes. Certaines dispositions des lois concernant l'impôt sur le revenu et l'impôt commercial communal sont liées à la commune d'habitation ou de site du contribuable et ne se prêtent guère à un changement en cours d'année autre qu'un changement entraîné par le déménagement du contribuable ou la délocalisation du site de l'entreprise. Il s'agit notamment des frais de déplacement en matière d'impôt sur le revenu, des taux communaux et d'une éventuelle ventilation de la base d'assiette en matière d'impôt commercial communal. Afin de ne pas perturber le bon fonctionnement de ces dispositions, il s'avère indispensable de faire coïncider les conséquences fiscales, entraînées par la fusion des communes, avec le début de l'année d'imposition.

Tant le § 21 de la loi concernant l'impôt foncier que le § 16 de la loi concernant l'impôt commercial communal prévoient que les taux d'impôt doivent être uniformes pour respectivement tous les immeubles situés dans la commune et relevant de la même catégorie ou toutes les entreprises situées dans la commune. Afin d'éviter une situation non conforme à ces dispositions, la deuxième phrase du second alinéa de l'article 12 du projet de loi prévoit qu'à défaut de taux communaux pour la nouvelle commune, les différents taux les moins élevés arrêtés dans une des communes fusionnées sont applicables à partir de 2012.

Article 13

L'élection du premier conseil communal de la nouvelle commune d'Esch-sur-Sûre aura lieu le 9 octobre 2011, c'est-à-dire à un moment où les communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen existent toujours et où la nouvelle commune d'Esch-sur-Sûre n'existera pas encore. Il convient donc d'organiser les élections pour le conseil communal de la nouvelle commune d'Esch-sur-Sûre dans cette situation spéciale par les dispositions transitoires de la présente loi. La procédure retenue à cet effet, qui est à la fois exceptionnelle et unique, a été choisie de façon à pouvoir profiter au maximum des dispositions de la loi électorale et à n'y apporter que les modifications absolument indispensables pour permettre „élection dans les communes actuelles du conseil communal de la nouvelle commune d'Esch-sur-Sûre.

Le présent projet de loi tient également compte dans une période transitoire du fait que la population de l'actuelle commune de Heiderscheid est beaucoup plus nombreuse que celle des actuelles communes d'Esch-sur-Sûre et de Neunhausen. Il prévoit en effet que les trois anciennes communes formeront les trois sections électorales de la nouvelle commune jusqu'aux élections communales ordinaires qui auront lieu en 2017. Les sections d'Esch-sur-Sûre et de Neunhausen auront chacune trois conseillers et celle de Heiderscheid en aura sept. Comme les sections électorales ont été abolies par la loi électorale du 18 février 2003, les dispositions transitoires du présent projet de loi fixent les règles nécessaires

pour instituer trois sections électorales pour les besoins spécifiques de la fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen.

Conformément au souhait des responsables des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen les trois sections électorales d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen sont maintenues jusqu'aux élections communales de 2017 à partir desquelles la commune d'Esch-sur-Sûre formera une seule section électorale.

Par ailleurs, le système électoral pour lequel il a été opté prévoit que les opérations électorales du 9 octobre 2011 se dérouleront dans les trois communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen qui formeront à cet effet une circonscription unique avec un bureau de vote principal installé à Heiderscheid conformément au souhait des élus des trois communes.

Comme la nouvelle commune d'Esch-sur-Sûre sera une commune dans laquelle les élections se feront d'après le système de la majorité relative, les déclarations de candidature seront remises par les intéressés au président de ce bureau principal, peu importe qu'elles émanent de personnes résidant sur le territoire des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid ou de Neunhausen.

Le président du bureau principal arrêtera la liste des candidats aux élections du conseil communal de la nouvelle commune d'Esch-sur-Sûre. Au sujet des candidatures il y a lieu de relever que la condition de résidence fixée à l'article 192 de la loi électorale est à interpréter en l'occurrence de la manière suivante: les candidats doivent:

- avoir résidé depuis six mois sur le territoire de la commune d'Esch-sur-Sûre lors du dépôt de la candidature pour la section d'Esch-sur-Sûre;
- avoir résidé depuis six mois sur le territoire de la commune de Heiderscheid lors du dépôt de la candidature pour la section de Heiderscheid;
- avoir résidé depuis six mois sur le territoire de la commune de Neunhausen lors du dépôt de la candidature pour la section de Neunhausen.

Par ailleurs, il importe de préciser la manière d'appliquer l'article 194 de la loi électorale à la nouvelle commune d'Esch-sur-Sûre à la suite des élections du 9 octobre 2011 en ce qui concerne les personnes qui ne peuvent faire partie du conseil communal d'une commune déterminée. Ne saurait faire partie du conseil communal de la nouvelle commune:

- toute personne qui reçoit une rémunération, fixe ou variable, des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid ou de Neunhausen ou encore d'un établissement subordonné à l'administration d'une de ces trois communes ou d'un syndicat intercommunal dont l'une des communes ou les trois communes fait ou font partie;
- le personnel enseignant, y compris les chargés de cours de religion et de formation morale et sociale dans l'enseignement préscolaire et primaire de l'école intercommunale des communes d'Esch-sur-Sûre et de Heiderscheid;
- les fonctionnaires et employés de l'Etat, de ses administrations ou services, si de par leurs fonctions ils sont responsables d'un ressort de service qui comprend le territoire d'une des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid ou de Neunhausen ou des trois communes ou s'ils exercent des compétences sectorielles à portée nationale, qui sont susceptibles de se recouvrir ou d'être en opposition avec les intérêts des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid ou de Neunhausen.

Les opérations électorales se dérouleront dans les bureaux de vote installés dans les communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid ou de Neunhausen d'après les listes électorales respectives de ces trois communes. L'article 76 de la loi électorale s'applique distinctement pour les trois communes. Ainsi les électeurs qui résident sur le territoire de la commune d'Esch-sur-Sûre et qui ne sont pas inscrits sur la liste électorale d'Esch-sur-Sûre seront quand même admis à voter le 9 octobre 2011 s'ils se présentent munis d'une décision du bourgmestre de la commune d'Esch-sur-Sûre. Les électeurs qui résident sur le territoire de la commune de Heiderscheid et qui ne sont pas inscrits sur la liste électorale de Heiderscheid seront quand même admis à voter s'ils se présentent munis d'une décision du bourgmestre de la commune de Heiderscheid. Les électeurs qui résident sur le territoire de la commune de Neunhausen et qui ne sont pas inscrits sur la liste électorale de Neunhausen seront quand même admis à voter s'ils se présentent munis d'une décision du bourgmestre de la commune de Neunhausen.

Toutes les publications à faire dans les communes d'après les dispositions de la loi électorale doivent, à l'occasion des élections du 9 octobre 2011, être effectuées aux endroits de publication usuels des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen.

Les convocations des électeurs seront faites séparément par chacune des trois communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen pour leurs électeurs respectifs.

En ce qui concerne l'application de l'article 204 de la loi électorale, il est entendu que la commune y visée est soit la commune d'Esch-sur-Sûre, soit la commune de Heiderscheid, soit la commune de Neunhausen selon le lieu où est domicilié le témoin.

D'ailleurs toutes les autres dispositions applicables de la loi électorale qui mentionnent „la commune“ s'entendent en l'occurrence comme visant les trois communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen, à l'exception des situations pour lesquelles les dispositions transitoires de la présente en disposent autrement.

Quant à l'organisation du vote par correspondance, il a été retenu que chacune des trois communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen traitera les demandes de ses électeurs de voter par correspondance. Le relevé des votants par correspondance à établir par chaque commune sera déposé au bureau de vote principal à Heiderscheid qui sera chargé du dépouillement de tous les bulletins des électeurs qui auront voté par correspondance, qu'ils soient ressortissants de la commune d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid ou de Neunhausen.

Article 14

Cet article précise le moment de l'entrée en fonction du nouveau conseil communal en conformité avec les dispositions de la loi électorale. Il précise qu'à partir de ce moment les conseils communaux d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid ou de Neunhausen cesseront d'exister et que leurs activités seront reprises par le conseil communal d'Esch-sur-Sûre.

Article 15

(1) Après la démission du secrétaire communal de la commune d'Esch-sur-Sûre, le secrétariat de cette commune est assuré par un remplacement de longue durée conformément aux dispositions de l'article 90 alinéa 2 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988. En attendant la fusion, la commune d'Esch-sur-Sûre renonce à pourvoir définitivement le poste. L'article 15 (1) fixe une disposition transitoire pour organiser la cohabitation des deux secrétaires communaux en place qui exercent chacun une tâche complète. Il est en effet nécessaire de définir les attributions des secrétaires en place actuellement. Pour ce faire le projet de loi s'inspire de l'esprit de la loi communale et plus précisément des dispositions légales qui régissent l'attribution à un secrétaire adjoint dans les communes de plus de 5.000 habitants de certaines tâches légales du secrétaire communal. Les fonctions que la loi attribue au secrétaire communal seront réparties en l'occurrence par le collège des bourgmestre et échevins de la commune d'Esch-sur-Sûre entre les deux secrétaires en fonction au moment de la fusion. La décision afférente du collège des bourgmestre et échevins sera soumise à l'approbation du ministre de l'Intérieur. Comme une répartition à 100% est difficile à faire et qu'il restera sans doute des fonctions mineures que le collège des bourgmestre et échevins aura omis d'attribuer à l'un ou à l'autre secrétaire, la disposition transitoire de la loi prévoit que de pareilles missions seront exercées par le secrétaire qui est le plus ancien en rang. Au cas où de nouvelles attributions légales seraient créées pour les secrétaires communaux, le collège échevinal devra les attribuer à l'un des secrétaires, sous l'approbation du ministre de l'Intérieur. En attendant l'accomplissement de cette procédure, le secrétaire le plus ancien en rang exercera cette tâche. Il est par ailleurs évident que le collège des bourgmestre et échevins peut à tout moment modifier la répartition des tâches entre les deux secrétaires s'il en éprouve le besoin. Toute décision concernant l'attribution des missions des deux secrétaires nécessite l'approbation de l'autorité de tutelle.

(2) La disposition qui figure à l'alinéa qui précède ne s'applique qu'aux deux titulaires actuels des postes de secrétaire dans les communes de Heiderscheid ou de Neunhausen. Dès que le premier poste deviendra vacant, ces dispositions cesseront d'exister et il n'y aura plus qu'un seul secrétaire dans la commune d'Esch-sur-Sûre qui exercera toutes les attributions que la loi confie aux secrétaires communaux. En ce qui concerne le poste vacant, il appartiendra alors au conseil communal de le convertir en un poste d'une autre carrière. La décision afférente sera soumise à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

Article 16

En ce qui concerne le receveur communal, les dispositions de la loi communale ne permettent pas, même de façon transitoire, d'avoir plus d'un receveur dans une commune. En effet, le receveur d'une

commune est chargé, *seul et sous sa responsabilité*, d'effectuer les recettes de la commune ainsi que d'acquitter les dépenses dûment ordonnancées. Voilà pourquoi le projet de loi retient, à l'instar des lois de fusion de communes de 1978, que le conseil communal d'Esch-sur-Sûre devra choisir un receveur parmi les receveurs des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid ou de Neunhausen. Il est entendu que la commune d'Esch-sur-Sûre est obligée uniquement à reprendre le titulaire sur lequel portera son choix avec le degré d'occupation dont il bénéficiait dans son ancienne commune d'attache. En ce qui concerne les anciens receveurs qui n'occuperont plus les fonctions de receveur dans la commune d'Esch-sur-Sûre, le conseil communal devra leur attribuer d'autres tâches. Ils continueront cependant à être soumis aux dispositions de leur statut et d'être rémunérés dans les mêmes conditions que s'ils étaient dans leur commune d'origine. Ils conservent dans la commune d'Esch-sur-Sûre leurs droits acquis et l'ensemble des avantages dont ils bénéficiaient et notamment les mêmes possibilités d'avancement, d'échelons et de grades, de durée de carrière ainsi que les mêmes modalités de rémunération que dans leur commune d'origine.

*

FICHE FINANCIERE

L'article 9 du projet de loi prévoit que la nouvelle commune bénéficie d'une aide spéciale de l'Etat s'élevant à 2.500 euros par habitant, conformément à une décision du Conseil de Gouvernement du 20 septembre 2002. Le nombre d'habitants à considérer sera celui du 1er janvier 2012. Au 1er janvier 2009 la population des trois communes se situait aux environs de 2.027 habitants. La charge budgétaire relative à l'aide spéciale s'élèvera donc aux environs de $2.500 \times 2.027 = 5.067.500$ euros qui seront liquidés par tranches au cours d'une période de 10 ans à partir du 1er janvier 2012 à charge du Fonds pour la réforme communale alimenté par des crédits inscrits au budget du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région. Cette aide est destinée prioritairement à contribuer au financement des projets suivants:

- la transformation et l'agrandissement de la mairie et de la salle des fêtes situées à Eschdorf;
- la construction d'un centre culturel dans le cadre du centre d'accueil du Lac de la Haute-Sûre à Insenborn („Séizenter Ensber“);
- l'aménagement d'un parking public couvert à Esch-sur-Sûre;
- l'exécution de travaux d'infrastructure et de mise en état de la voirie vicinale.

*

ANNEXES

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL D'ESCH-SUR-SÛRE

Séance publique du 5 août 2009

Date de l'annonce publique: 30 juillet 2009

Date de la convocation des conseillers: 30 juillet 2009

Présents: Kintzelé G., bourgmestre,
Huberty F. et Sanavia J., échevins,
Goedert P. et Lang M., conseillers
Heurtz L., secrétaire communal f.f.

Absents: Excusé: MM. Thilges et Wiltgen, conseillers
Sans motif: néant

Objet: Déclaration de fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen

Le conseil communal,

Vu les articles 2 et 107 de la Constitution de 1868;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux d'Esch-sur-Sûre et de Heiderscheid du 11 octobre 2006 portant déclaration d'intention de fusionner leurs communes après le renouvellement intégral des conseils communaux du 9 octobre 2011;

Vu la délibération du conseil communal de Neunhausen du 17 décembre 2007, aux termes de laquelle, entre autres, le collège des bourgmestre et échevins est chargé d'entamer des négociations avec les communes d'Esch-sur-Sûre et de Heiderscheid en vue d'établir un projet de fusion commun;

Vu les délibérations des conseils communaux de Heiderscheid du 24 janvier 2008 et d'Esch-sur-Sûre du 30 janvier 2008 portant accord de mener des négociations avec la commune de Neunhausen;

Vu l'article 5 de la Charte européenne de l'autonomie locale du 15 octobre 1985, ratifiée par la loi du 18 mars 1987 qui prévoit que „pour toute modification des limites territoriales locales, les collectivités locales concernées doivent être consultées préalablement, éventuellement par voie de référendum là où la loi le permet“;

Vu l'art. 35 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 disposant que „Le conseil communal peut appeler les électeurs à se prononcer par la voie du référendum dans les cas d'intérêt communal et sous les conditions qu'il détermine.“;

Vu le règlement grand-ducal du 18 octobre 1989 organisant les modalités du référendum prévu par l'article 35 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen du 9 mars 2009, respectivement du 10 mars 2009 et du 12 mars 2009, portant approbation du document de présentation de la fusion et organisation d'un référendum sur une éventuelle fusion des trois communes;

Considérant qu'une brochure d'information sur l'organisation politique et administrative de la future commune ainsi que sur les aides de l'Etat en cas de fusion fut distribuée à tous les ménages;

Considérant qu'une réunion d'information publique en présence de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire eut lieu à Heiderscheid en date du 4 mai 2009;

Considérant que lors du référendum du 7 juin 2009 les électeurs des trois communes se sont largement prononcés pour la fusion de leurs communes, à savoir dans la commune d'Esch-sur-Sûre avec 76,35%, dans la commune de Heiderscheid avec 64,81% et dans la commune de Neunhausen avec 73,05% de votes favorables;

Vu la convention à conclure entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et les communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen dans sa version finale du 8 juillet 2009 stipulant en son article 7 que les services du ministère de l'Intérieur élaboreront le projet de loi portant fusion des trois communes et que le ministre de l'Intérieur engagera le projet de loi dans la procédure législative et veillera à ce que ladite procédure soit achevée en temps utile pour permettre d'organiser les élections communales ordinaires le 9 octobre 2011 de façon à faire fonctionner la nouvelle commune à la suite de ces élections;

Vu l'avant-projet de loi portant fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen dans sa version finale du 8 juillet 2009;

Après en avoir délibéré,

décide unanimement

- de se prononcer définitivement pour la fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen en une commune nouvelle devant porter le nom de „Commune d'Esch-sur-Sûre“;
- de transmettre la présente délibération à Monsieur le Ministre de l'Intérieur pour attribution et avec prière d'engager la procédure législative en vue de la fusion.

Ainsi délibéré en séance, date et lieu qu'en tête.

Le Conseil communal,

Suivent les Signatures

Pour expédition conforme.

Esch-sur-Sûre, le 12 août 2009.

Le Bourgmestre

Le Secrétaire f.f.

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU
CONSEIL COMMUNAL DE HEIDERSCHIED**

Séance publique du 8 juillet 2009

Date de l'annonce publique: 1er juillet 2009

Date de la convocation des conseillers: 1er juillet 2009

Présents: Schank M., bourgmestre,
Everling R. et Turpel J., échevins,
Binsfeld M., Brack N., Grethen R., Sliepen J., Zeien E. et Weiler-Ferber C., conseillers
Koob G., secrétaire communal

Absents: - - -

Objet: Déclaration de fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen

Le conseil communal,

Vu les articles 2 et 107 de la Constitution de 1868;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux d'Esch-sur-Sûre et de Heiderscheid du 11 octobre 2006 portant déclaration d'intention de fusionner leurs communes après le renouvellement intégral des conseils communaux du 9 octobre 2011;

Vu la délibération du conseil communal de Neunhausen du 17 décembre 2007, aux termes de laquelle, entre autres, le collège des bourgmestre et échevins est chargé d'entamer des négociations avec les communes d'Esch-sur-Sûre et de Heiderscheid en vue d'établir un projet de fusion commun;

Vu les délibérations des conseils communaux de Heiderscheid du 24 janvier 2008 et d'Esch-sur-Sûre du 30 janvier 2008 portant accord de mener des négociations avec la commune de Neunhausen;

Vu l'article 5 de la Charte européenne de l'autonomie locale du 15 octobre 1985, ratifiée par la loi du 18 mars 1987 qui prévoit que „pour toute modification des limites territoriales locales, les collectivités locales concernées doivent être consultées préalablement, éventuellement par voie de référendum là où la loi le permet“;

Vu l'art. 35 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 disposant que „Le conseil communal peut appeler les électeurs à se prononcer par la voie du référendum dans les cas d'intérêt communal et sous les conditions qu'il détermine.“;

Vu le règlement grand-ducal du 18 octobre 1989 organisant les modalités du référendum prévu par l'article 35 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen du 9 mars 2009, respectivement du 10 mars 2009 et du 12 mars 2009, portant approbation du document de présentation de la fusion et organisation d'un référendum sur une éventuelle fusion des trois communes;

Considérant qu'une brochure d'information sur l'organisation politique et administrative de la future commune ainsi que sur les aides de l'Etat en cas de fusion fut distribuée à tous les ménages;

Considérant qu'une réunion d'information publique en présence de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire eut lieu à Heiderscheid en date du 4 mai 2009;

Considérant que lors du référendum du 7 juin 2009 les électeurs des trois communes se sont largement prononcés pour la fusion de leurs communes, à savoir dans la commune d'Esch-sur-Sûre avec 76,35%, dans la commune de Heiderscheid avec 64,81% et dans la commune de Neunhausen avec 73,05% de votes favorables;

Vu la convention à conclure entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et les communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen dans sa version finale du 8 juillet 2009 stipulant en son article 7 que les services du ministère de l'Intérieur élaboreront le projet de loi portant fusion des trois communes et que le ministre de l'Intérieur engagera le projet de loi dans la procédure législative et veillera à ce que ladite procédure soit achevée en temps utile pour permettre d'organiser les élections communales ordinaires le 9 octobre 2011 de façon à faire fonctionner la nouvelle commune à la suite de ces élections;

Vu l'avant-projet de loi portant fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen dans sa version finale du 8 juillet 2009;

Après en avoir délibéré,

décide unanimement

- de se prononcer définitivement pour la fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen en une commune nouvelle devant porter le nom de „Commune d'Esch-sur-Sûre“;
- de transmettre la présente délibération à Monsieur le Ministre de l'Intérieur pour attribution et avec prière d'engager la procédure législative en vue de la fusion.

Ainsi délibéré en séance, date et lieu qu'en tête.

Suivent les signatures

Pour expédition conforme,

Eschdorf, le 31 juillet 2009

*L'échevin remplissant les fonctions
de bourgmestre,*

Le secrétaire,

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU
CONSEIL COMMUNAL DE NEUNHAUSEN**

Séance publique du 30 novembre 2009

Date de l'annonce publique de la séance: 24.11.2009

Date de la convocation des conseillers: 24.11.2009

Présents: M. Bormann, bourgmestre; MM. Rippinger et Brack, échevins;
M. Lanners, Mme Wolff-Schleich et M. Feyerstein, conseillers;
M. Leyder, secrétaire.

Absent: ///

Objet: Déclaration de fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen

Le Conseil communal,

Vu les articles 2 et 107 de la Constitution de 1868;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux d'Esch-sur-Sûre et de Heiderscheid du 11 octobre 2006 portant déclaration d'intention de fusionner leurs communes après le renouvellement intégral des conseils communaux du 9 octobre 2011;

Vu la délibération du conseil communal de Neunhausen du 17 décembre 2007, aux termes de laquelle, entre autres, le collège des bourgmestre et échevins est chargé d'entamer des négociations avec les communes d'Esch-sur-Sûre et de Heiderscheid en vue d'établir un projet de fusion commun;

Vu les délibérations des conseils communaux de Heiderscheid du 24 janvier 2008 et d'Esch-sur-Sûre du 30 janvier 2008 portant accord de mener des négociations avec la commune de Neunhausen;

Vu l'article 5 de la Charte européenne de l'autonomie locale du 15 octobre 1985, ratifiée par la loi du 18 mars 1987, qui prévoit que „pour toute modification des limites territoriales locales, les collectivités locales concernées doivent être consultées préalablement, éventuellement par voie de référendum là où la loi le permet“;

Vu l'art. 35 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 disposant que „Le conseil communal peut appeler les électeurs à se prononcer par la voie du référendum dans les cas d'intérêt communal et sous les conditions qu'il détermine.“;

Vu le règlement grand-ducal du 18 octobre 1989 organisant les modalités du référendum prévu par l'article 35 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen respectivement des 9 mars 2009, 10 mars 2009 et 12 mars 2009, portant approbation du document de présentation de la fusion et organisation d'un référendum sur une éventuelle fusion des trois communes;

Considérant qu'une brochure d'information sur l'organisation politique et administrative de la future commune ainsi que sur les aides de l'Etat en cas de fusion fut distribuée à tous les ménages;

Considérant qu'une réunion d'information publique en présence de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire eut lieu à Heiderscheid en date du 4 mai 2009;

Considérant que lors du référendum du 7 juin 2009 les électeurs des trois communes se sont largement prononcés pour la fusion de leurs communes, à savoir dans la commune d'Esch-sur-Sûre avec

76,35%, dans la commune de Heiderscheid avec 64,81% et dans la commune de Neunhausen avec 73,05% de votes exprimés;

Vu la convention à conclure entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et les communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen dans sa version finale du 8 juillet 2009 stipulant en son article 7 que les services du ministère de l'Intérieur élaboreront le projet de loi portant fusion des trois communes et que le ministre de l'Intérieur engagera le projet de loi dans la procédure législative et veillera à ce que ladite procédure soit achevée en temps utile pour permettre d'organiser les élections communales ordinaires le 9 octobre 2011 de façon à faire fonctionner la nouvelle commune à la suite de ces élections;

Vu l'avant-projet de loi portant fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen dans sa version finale du 8 juillet 2009;

Après avoir dûment délibéré conformément à la loi, procédant au vote par scrutin nominal,

décide avec cinq voix contre une

- de se prononcer définitivement pour la fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen en une commune nouvelle devant porter le nom de „Commune d'Esch-sur-Sûre“;
- de transmettre la présente délibération à Monsieur le Ministre de l'Intérieur pour attribution et avec prière d'engager la procédure législative en vue de la fusion.

Ainsi délibéré en séance, date et lieu qu'en tête.

Le Conseil communal,

(suivent les signatures)

Pour extrait conforme

Insenborn, le 16 décembre 2009

Le Secrétaire,

Le Bourgmestre,

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU
CONSEIL COMMUNAL D'ESCH-SUR-SÛRE**

Séance publique du 5 août 2009

Date de l'annonce publique: 30 juillet 2009

Date de la convocation des conseillers: 30 juillet 2009

Présents: Kintzelé G., bourgmestre,
Huberty F. et Sanavia J., échevins,
Goedert P. et Lang M., conseillers
Heuertz L., secrétaire communal f.f.

Absents: Excusé: MM. Thilges et Wiltgen, conseillers.
Sans motif: néant

Objet: Fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen:
Approbation de l'avant-projet de loi

Le conseil communal,

Vu les articles 2 et 107 de la Constitution de 1868;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux d'Esch-sur-Sûre et de Heiderscheid du 11 octobre 2006 portant déclaration d'intention de fusionner leurs communes après le renouvellement intégral des conseils communaux du 9 octobre 2011;

Vu la délibération du conseil communal de Neunhausen du 17 décembre 2007, aux termes de laquelle, entre autres, le collège des bourgmestre et échevins est chargé d'entamer des négociations avec les communes d'Esch-sur-Sûre et de Heiderscheid en vue d'établir un projet de fusion commun;

Vu les délibérations des conseils communaux de Heiderscheid du 24 janvier 2008 et d'Esch-sur-Sûre du 30 janvier 2008 portant accord de mener des négociations avec la commune de Neunhausen;

Vu l'article 5 de la Charte européenne de l'autonomie locale du 15 octobre 1985, ratifiée par la loi du 18 mars 1987 qui prévoit que „pour toute modification des limites territoriales locales, les collectivités locales concernées doivent être consultées préalablement, éventuellement par voie de référendum là où la loi le permet“;

Vu l'art. 35 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 disposant que „Le conseil communal peut appeler les électeurs à se prononcer par la voie du référendum dans les cas d'intérêt communal et sous les conditions qu'il détermine.“;

Vu le règlement grand-ducal du 18 octobre 1989 organisant les modalités du référendum prévu par l'article 35 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen du 9 mars 2009, respectivement du 10 mars 2009 et du 12 mars 2009, portant approbation du document de présentation de la fusion et organisation d'un référendum sur une éventuelle fusion des trois communes;

Considérant qu'une brochure d'information sur l'organisation politique et administrative de la future commune ainsi que sur les aides de l'Etat en cas de fusion fut distribuée à tous les ménages;

Considérant qu'une réunion d'information publique en présence de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire eut lieu à Heiderscheid en date du 4 mai 2009;

Considérant que lors du référendum du 7 juin 2009 les électeurs des trois communes se sont largement prononcés pour la fusion de leurs communes, à savoir dans la commune d'Esch-sur-Sûre avec 76,35%, dans la commune de Heiderscheid avec 64,81% et dans la commune de Neunhausen avec 73,05% des votes favorables;

Vu la convention à conclure entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et les communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen dans sa version finale du 8 juillet 2009 stipulant en son article 7 que les services du ministère de l'Intérieur élaboreront le projet de loi portant fusion des trois communes et que le ministre de l'Intérieur engagera le projet de loi dans la procédure législative et veillera à ce que ladite procédure soit achevée en temps utile pour permettre d'organiser les élections communales ordinaires le 9 octobre 2011 de façon à faire fonctionner la nouvelle commune à la suite de ces élections;

Vu l'avant-projet de loi portant fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen dans sa version finale du 8 juillet 2009;

Revu sa délibération de ce jour portant décision définitive de fusionner les trois communes;

Après en avoir délibéré,

décide à l'unanimité

- d'approuver l'avant-projet de loi en vue de la fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen dans sa version finale du 8 juillet 2009;
- de transmettre ledit avant-projet à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région afin qu'il soit engagé dans la procédure législative pour être achevée en temps utile de sorte à permettre l'organisation des élections communales ordinaires du 9 octobre 2011 à la suite desquelles la nouvelle commune est censée fonctionner.

Ainsi délibéré en séance, date et lieu qu'en tête.

Le conseil communal

Suivent les Signatures

Pour expédition conforme

Esch-sur-Sûre, le 12 août 2009

Le Bourgmestre,

Le Secrétaire f.f.

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU
CONSEIL COMMUNAL DE HEIDERSCHIED**

Séance publique du 15 juillet 2009

Date de l'annonce publique: 9 juillet 2009

Date de la convocation des conseillers: 9 juillet 2009

Présents: Schank M., bourgmestre,
Everling R. et Turpel J., échevins,
Binsfeld M., Brack N., Grethen R., Sliepen J., Zeien E. et Weiler-Ferber C., conseillers
Koob G., secrétaire communal

Absents: - - -

Objet: Fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen:
Approbation de l'avant-projet de loi

Le conseil communal,

Vu les articles 2 et 107 de la Constitution de 1868;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux d'Esch-sur-Sûre et de Heiderscheid du 11 octobre 2006 portant déclaration d'intention de fusionner leurs communes après le renouvellement intégral des conseils communaux du 9 octobre 2011;

Vu la délibération du conseil communal de Neunhausen du 17 décembre 2007, aux termes de laquelle, entre autres, le collège des bourgmestre et échevins est chargé d'entamer des négociations avec les communes d'Esch-sur-Sûre et de Heiderscheid en vue d'établir un projet de fusion commun;

Vu les délibérations des conseils communaux de Heiderscheid du 24 janvier 2008 et d'Esch-sur-Sûre du 30 janvier 2008 portant accord de mener des négociations avec la commune de Neunhausen;

Vu l'article 5 de la Charte européenne de l'autonomie locale du 15 octobre 1985, ratifiée par la loi du 18 mars 1987 qui prévoit que „pour toute modification des limites territoriales locales, les collectivités locales concernées doivent être consultées préalablement, éventuellement par voie de référendum là où la loi le permet“;

Vu l'art. 35 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 disposant que „Le conseil communal peut appeler les électeurs à se prononcer par la voie du référendum dans les cas d'intérêt communal et sous les conditions qu'il détermine.“;

Vu le règlement grand-ducal du 18 octobre 1989 organisant les modalités du référendum prévu par l'article 35 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen du 9 mars 2009, respectivement du 10 mars 2009 et du 12 mars 2009, portant approbation du document de présentation de la fusion et organisation d'un référendum sur une éventuelle fusion des trois communes;

Considérant qu'une brochure d'information sur l'organisation politique et administrative de la future commune ainsi que sur les aides de l'Etat en cas de fusion fut distribuée à tous les ménages;

Considérant qu'une réunion d'information publique en présence de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire eut lieu à Heiderscheid en date du 4 mai 2009;

Considérant que lors du référendum du 7 juin 2009 les électeurs des trois communes se sont largement prononcés pour la fusion de leurs communes, à savoir dans la commune d'Esch-sur-Sûre avec 76,35%, dans la commune de Heiderscheid avec 64,81% et dans la commune de Neunhausen avec 73,05% de votes favorables;

Vu la convention à conclure entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et les communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen dans sa version finale du 8 juillet 2009 stipulant en son article 7 que les services du ministère de l'Intérieur élaboreront le projet de loi portant fusion des trois communes et que le ministre de l'Intérieur engagera le projet de loi dans la procédure législative et veillera à ce que ladite procédure soit achevée en temps utile pour permettre d'organiser les élections communales ordinaires le 9 octobre 2011 de façon à faire fonctionner la nouvelle commune à la suite de ces élections;

Vu l'avant-projet de loi portant fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen dans sa version finale du 8 juillet 2009;

Revu sa délibération du 8 juillet 2009 portant décision définitive de fusionner les trois communes;

Après en avoir délibéré,

décide à l'unanimité

- d'approuver l'avant-projet de loi en vue de la fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen dans sa version finale du 8 juillet 2009;
- de transmettre ledit avant-projet à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région afin qu'il soit engagé dans la procédure législative pour être achevée en temps utile de sorte à permettre l'organisation des élections communales ordinaires du 9 octobre 2011 à la suite desquelles la nouvelle commune est censée fonctionner.

Ainsi délibéré en séance, date et lieu qu'en tête.

Suivent les signatures

Pour expédition conforme,

Eschdorf, le 31 juillet 2009

*L'échevin remplissant les fonctions
de bourgmestre,*

Le secrétaire,

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU
CONSEIL COMMUNAL DE NEUNHAUSEN**

Séance publique du 30 novembre 2009

Date de l'annonce publique de la séance: 24.11.2009

Date de la convocation des conseillers: 24.11.2009

Présents: M. Bormann, bourgmestre; MM. Rippinger et Brack, échevins;
M. Lanners, Mme Wolff-Schleich et M. Feyerstein, conseillers;
M. Leyder, secrétaire.

Absent: ///

Objet: Fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen – approbation de l'avant-projet de loi

Le Conseil communal,

Vu les articles 2 et 107 de la Constitution de 1868;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux d'Esch-sur-Sûre et de Heiderscheid du 11 octobre 2006 portant déclaration d'intention de fusionner leurs communes après le renouvellement intégral des conseils communaux du 9 octobre 2011;

Vu la délibération du conseil communal de Neunhausen du 17 décembre 2007, aux termes de laquelle, entre autres, le collège des bourgmestre et échevins est chargé d'entamer des négociations avec les communes d'Esch-sur-Sûre et de Heiderscheid en vue d'établir un projet de fusion commun;

Vu les délibérations des conseils communaux de Heiderscheid du 24 janvier 2008 et d'Esch-sur-Sûre du 30 janvier 2008 portant accord de mener des négociations avec la commune de Neunhausen;

Vu l'article 5 de la Charte européenne de l'autonomie locale du 15 octobre 1985, ratifiée par la loi du 18 mars 1987, qui prévoit que „pour toute modification des limites territoriales locales, les collectivités locales concernées doivent être consultées préalablement, éventuellement par voie de référendum là où la loi le permet“;

Vu l'art. 35 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 disposant que „Le conseil communal peut appeler les électeurs à se prononcer par la voie du référendum dans les cas d'intérêt communal et sous les conditions qu'il détermine.“;

Vu le règlement grand-ducal du 18 octobre 1989 organisant les modalités du référendum prévu par l'article 35 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu les délibérations concordantes des conseils communaux d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen respectivement des 9 mars 2009, 10 mars 2009 et 12 mars 2009, portant approbation du document de présentation de la fusion et organisation d'un référendum sur une éventuelle fusion des trois communes;

Considérant qu'une brochure d'information sur l'organisation politique et administrative de la future commune ainsi que sur les aides de l'Etat en cas de fusion fut distribuée à tous les ménages;

Considérant qu'une réunion d'information publique en présence de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire eut lieu à Heiderscheid en date du 4 mai 2009;

Considérant que lors du référendum du 7 juin 2009 les électeurs des trois communes se sont largement prononcés pour la fusion de leurs communes, à savoir dans la commune d'Esch-sur-Sûre avec 76,35%, dans la commune de Heiderscheid avec 64,81% et dans la commune de Neunhausen avec 73,05% de votes exprimés;

Vu la convention à conclure entre l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et les communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen dans sa version finale du 8 juillet 2009 stipulant en son article 7 que les services du ministère de l'Intérieur élaboreront le projet de loi portant fusion des trois communes et que le ministre de l'Intérieur engagera le projet de loi dans la procédure législative et veillera à ce que ladite procédure soit achevée en temps utile pour permettre d'organiser les élections communales ordinaires le 9 octobre 2011 de façon à faire fonctionner la nouvelle commune à la suite de ces élections;

Vu l'avant-projet de loi portant fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen dans sa version finale du 8 juillet 2009;

Revu sa délibération du 30 novembre 2009 portant décision définitive de fusionner les trois communes;

Après avoir dûment délibéré conformément à la loi, procédant au vote par scrutin nominal,

décide avec cinq voix contre une

- d'approuver l'avant-projet de loi en vue de la fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen dans sa version finale du 8 juillet 2009;
- de transmettre ledit avant-projet à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région afin qu'il soit engagé dans la procédure législative pour être achevée en temps utile de sorte à permettre l'organisation des élections communales ordinaires du 9 octobre 2011 à la suite desquelles la nouvelle commune est censée fonctionner.

Ainsi délibéré en séance, date et lieu qu'en tête.

Le Conseil communal,

(suivent les signatures)

Pour extrait conforme

Insenborn, le 16 décembre 2009

Le Secrétaire,

Le Bourgmestre,